

Contre l'extrême droite, affirmer les perspectives révolutionnaires

La mort de Quentin Deranque, militant d'extrême droite raciste et intégriste, a été l'occasion du déclenchement d'une vaste campagne de mensonges, d'insultes et de calomnies. Médias et politiciens, d'extrême droite, de droite et même de gauche, se sont acharnés, et pour certains continuent, contre la France insoumise et ce qu'ils appellent l'ultra-gauche.

Une intervention politique de l'extrême droite

Confortés et portés par cette vague de soutien, les groupuscules fascistes s'en sont donné à cœur joie : de nombreuses permanences de LFI ont été attaquées et taguées, et des militants connus ont été menacés. Des rassemblements se sont tenus, mais qui n'ont guère regroupé plus de quelques dizaines de personnes à chaque fois. À Lyon samedi, un peu plus de 3 000 manifestants ont pu parader impunément dans le cadre d'une manifestation nationale, encadrés et protégés par des centaines de policiers.

Les milieux ouvriers et populaires ont vite réalisé que, si Quentin Deranque était érigé en martyr, dans ce pays, c'est bien l'extrême droite qui provoque, qui agresse et qui tue : onze personnes depuis 2022, 48 depuis quarante ans, dans l'indifférence quasi générale des médias et des politiques. On ne les a pas entendus pour Ismaël Aali, tué parce que d'origine maghrébine le 6 janvier au sud de Lyon. Même silence pour le lycéen de Décines-Charpieu, dans la banlieue Est de Lyon, dont le visage a été lacéré le 19 janvier. Pas un mot pour El Hacem Diarra, travailleur immigré mort dans les mains de la police à Paris dans la nuit du 14 au 15 janvier. Silence complice après le coup de poing contre les Kurdes à Paris en février 2025, où une trentaine de nervis d'extrême droite ont attaqué une réunion et blessé un militant de la CGT au couteau.

Les réunions d'information sur la situation à Gaza, comme celle que le groupe fascisant Némésis a perturbée sous la protection de groupes paramilitaires, dont faisait partie Quentin Deranque, sont systématiquement la cible de la droite et de l'extrême droite, encouragées par les mesures répressives du gouvernement. La campagne médiatique aujourd'hui dirigée principalement contre LFI et l'extrême gauche vise en réalité tous ceux et toutes celles qui entendent protester contre le massacre des

Palestiniens. Tous ceux également qui ne se résignent pas à la chasse aux migrants organisée par le pouvoir. Dans une situation où ils recueilleraient un fort assentiment populaire, les milices d'extrême droite pourraient s'enhardir encore, et viser les locaux syndicaux et les piquets de grève.

Une riposte qui doit être politique

L'extrême droite est potentiellement un danger mortel pour les travailleurs et la société. Pour en triompher, il ne suffira pas, même si c'est indispensable, de constituer des services d'ordre à même de protéger locaux, réunions et manifestations. La lutte contre l'extrême droite ne peut se gagner que par des luttes sociales et politiques d'envergure. Pour les mener, il est urgent de constituer un pôle politique d'extrême gauche capable d'ouvrir une autre voie que les impasses de la gauche institutionnelle, qui ne jure que par le respect d'une police et d'une justice au service du patronat, et qui, à chacun de ses passages au gouvernement, a déçu et démoralisé les classes populaires... et jeté une partie d'entre elles dans les bras de l'extrême droite.

C'est pour affirmer cette nécessité que des listes révolutionnaires sont présentes aux élections municipales. Alors, votez et faites voter pour des candidats qui ne se résignent pas à la perspective illusoire de tenter d'améliorer le capitalisme comme LFI, ni à gouverner au service du grand patronat comme le PS et ses alliés.

**C'est le capitalisme qu'il faut combattre et renverser !
Le 15 mars votons pour les listes ouvrières et
révolutionnaires présentées par le NPA-R. Là où nous ne
sommes pas présents, votons pour les listes présentées
par Lutte ouvrière.**

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 23 février 2026

Ce bulletin est le tien, tu peux y contribuer en nous contactant à l'adresse : coderoUGE@npa33.org

Si ce bulletin te plaît... fais le circuler !

CGI : Pas touche à nos primes

Nous sommes nombreux à réaliser que notre prime annuelle de participation a drastiquement baissé, de 700€ en moyenne. Il va de soi que rien ne justifie de baisser nos primes ou nos salaires. Les prix continuent de grimper, eux... en même temps que les cadeaux aux actionnaires de la boîte. La direction veut supprimer nos primes ? Alors qu'elle les intègre directement à notre salaire !

CGI : On va pas s'alarmer pour les chefs

Sûre d'elle, la direction nous explique que ce sont des salariés parmi nous qui allumeraient l'alarme incendie. Pas question pour elle d'envisager un problème technique. C'est vrai, entre les moisissures, l'eau qui goutte à côté des armoires électriques, tout va très bien dans nos locaux. Une chose est sûre : si l'alarme en sonnant devait nous interrompre dans notre travail, pas question de se laisser mettre la pression derrière pour rattraper plus de boulot.

CGI : On échange ?

Une partie de nos collègues de l'aile A ont le nez dans le goudron toute la journée et nombreux sont ceux à se plaindre de maux de tête depuis. La direction leur intime d'ouvrir les fenêtres... et de faire comme si de rien n'était. Les maux de tête seraient de notre faute car on ne respecte pas ses consignes, d'ailleurs réputées pour leur clarté. Dans ce cas, on a qu'à échanger : la direction dans les odeurs de goudrons, et les collègues concernés emprunteront les bureaux de la direction !

CGI : À bas les suppressions de poste...

C'est environ 1000 postes qui ont été supprimés à CGI à l'échelle nationale en 2 ans. Beaucoup de ruptures conventionnelles, beaucoup de fins de période d'essai, mais aussi beaucoup de licenciements secs. Rappelons-le : c'est une attaque contre ceux d'entre nous qui sont virés, mais aussi contre ceux qui restent sur place et doivent abattre à moins nombreux une quantité de travail plus élevée.

...passées et à venir

Supprimer des postes pour augmenter les cadences, une logique aussi à l'œuvre quand on apprend que 400 collègues du projet de La Banque Postale vont se retrouver virés de leur projet en septembre. On sait ce que ça veut dire : plus de pression mise au collègues du projet comme aux intercontrats, et des tentatives de licenciements à la clé. Pas question de laisser passer.

CGI, Capgemini, dans tout le secteur nous sommes tous concernés

1000 postes supprimés à CGI, ça représente un peu plus de 7% du nombre de salariés de 2023 en France. À Capgemini, la vaste RCC est aussi de 7% des effectifs nationaux. À IBM, Ubisoft, même constat de suppressions de postes sur fond de chantage à l'IA. Plus nous saurons nous coordonner entre entreprises attaquées et plus nous serons capables de faire face à l'offensive. Nous devons prendre contact entre salariés du secteur.



Attaque d'opportunité

Lorsque des collègues changent de site, par exemple en partant de région parisienne vers le Haillan, la direction cherche à en profiter pour baisser leurs salaires, sous prétexte que les loyers coûteraient moins cher ici. Indexation des salaires sur les prix, mais seulement quand ça l'arrange ? Nous, on la veut à la hausse !

Grève à Ubisoft

Mardi 17 février dernier, 15% des effectifs français d'Ubisoft étaient en grève pour protester contre les suppressions de postes, qui touchent notamment le site de Paris avec une RCC de 200 postes sur les 1100 salariés. Ils dénoncent aussi le retour en présentiel à 5 jours par semaine qu'exige la direction du groupe. À Bordeaux, ils étaient une grosse trentaine réunis devant leurs locaux mardi matin. Nos problèmes se ressemblent. Face aux templeurs du profit, ils montrent la voie à suivre.

Maréchal, la voilà

Lors du premier grand débat des élections municipales à Marseille, la candidate de la droite et du centre, Martine Vassal, a revendiqué comme « valeurs » le triptyque « travail, famille, patrie », cher en son temps au régime de Vichy. Lorsqu'on lui a fait remarquer qu'il s'agit d'un slogan du maréchal Pétain, elle a répondu : « Oui, mais ce sont mes valeurs. J'assume mes valeurs. » Une grossière manœuvre électorale pour la candidate soutenue par le camp macroniste (Renaissance, MoDem, Horizons) et Les Républicains. Piquer quelques voix au candidat RN, le député Franck Allisio, vaut bien de reprendre à son compte une idéologie nauséabonde.

VOTEZ
POUR DES
RÉVOLUTIONNAIRES !

POUR LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES
À BORDEAUX, CENON, LORMONT ET PESSAC !
ET POUR LUTTE OUVRIÈRE À BÈGLES, LANGON ET MÉRIGNAC

Pour que les
travailleurs et les
travailleuses
décident de tout

Si ce bulletin te plaît... fais le circuler !